



ANNEXE N° 5

APUREMENT ET FIABILISATION DES COMPTES DE L'ETAT

Projet de Loi de Règlement Exercice Budgétaire 2020

APUREMENT ET FIABILISATION DES COMPTES DE L'ETAT

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT DE L'EXERCICE 2020

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE	4
I. L'INTEGRATION EXHAUSTIVE DES DONNEES DES FINANCEMENTS EXTERIEURS DANS LA BALANCE DES COMPTES	5
II. LA REGULARISATION BUDGETAIRE DE TOUTES LES AVANCES DE TRESORERIE ET LES DEPENSES SANS ORDONNANCEMENTS PREALABLES.....	5
III. LA PRISE EN MAIN DES POSTES COMPTABLES NOUVELLEMENT CREEES.....	6
IV. LA FIABILISATION DES SOLDES DES COMPTES DE SERVICE FINANCIER DES ETABLISSEMENTS PUBLICS, DES DEPOSANTS ET CORRESPONDANTS ET, DES CREDITEURS DIVERS	6
V. LE SUIVI ET LA RECONCILIATION DES OPERATIONS DU SYSTEME DE PAIEMENT EN RECETTES ET EN DEPENSES ENTRE LE SIEGE (ACCT) ET LES DIFFERENTES AGENCES DU RESEAU TRESOR	9
VI. L'IMPACT DU CLASSEMENT DES POSTES COMPTABLES DANS L'AMELIORATION DE LA QUALITE COMPTABLE	11
VII. L'ANIMATION DU COMITE NATIONAL DE VALIDATION DE LA BALANCE CONSOLIDEE ET DE LA SITUATION RESUMEE DES OPERATIONS DU TRESOR	11
VIII. LES CONTROLES DE COHERENCE DES ETATS DE SYNTHESE EFFECTUES AU NIVEAU DES CIRCONSCRIPTIONS FINANCIERES ET A L'ACCT	11
IX. LES ENRICHISSEMENTS ISSUS DU CADRE DE CONCERTATION ENTRE LA CHAMBRE DES COMPTES ET LA DGTCFM	12
X. LE TOILETTAGE DES STOCKS DE RESTES A RECOUVRER DE LA DGI.....	12
XI. L'APUREMENT DE CERTAINS COMPTES NON MOUVEMENTES	13
XII. LES EFFORTS CONSTANTS POUR LA STABILITE DE L'INTANGIBILITE ENTRE LES SOLDES DE SORTIE ET LES BALANCES D'ENTREE	14

INTRODUCTION GENERALE

L'annexe au projet de loi de règlement relative aux activités d'apurement et de fiabilisation de la balance des comptes qui est produite pour la troisième année consécutive, décline et met en exergue, les efforts d'assainissement des comptes en vue de l'amélioration de la qualité comptable. Elle est ainsi produite conformément aux dispositions de l'Article 21 de la **loi n°2018/012 du 11 juillet 2018** portant régime financier de l'État et des autres entités publiques suivant lesquelles : *« A l'exception des dispositions des points f et i relatives aux comptes de l'État et au rapport de la Juridiction des comptes sur l'exécution de la loi de finances, la liste des documents mentionnés au présent article peut être modifiée par les lois de finances. »*

A ce titre, la présente annexe est ouverte dans le cadre de la production du projet de la loi de règlement qui, au terme de l'article 12 de la loi précitée, a *« ... le caractère de loi de finances »*.

La qualité comptable est l'une des composantes essentielles du concept plus large de la fiabilité des comptes. L'objectif de fiabilité des comptes revêt une importance particulière pour les activités budgétaires et financières. Il recouvre à la fois, le respect des principes de régularité, de sincérité et d'image fidèle ainsi que le souci d'une bonne gestion. Les critères de fiabilité comptable ainsi identifiés (*régularité, sincérité, exactitude, exhaustivité, imputation et rattachement à la bonne période comptable et au bon exercice*) doivent être respectés, car disposer de comptes fiables est à la fois une nécessité et un atout pour les administrations.

La DGTCFM a fait de la fiabilité des comptes publics en général et de ceux de l'Etat en particulier, l'un des axes stratégiques majeurs de son programme afin de satisfaire et de répondre favorablement aux observations de la juridiction financière dans le cadre de l'examen du projet de loi de règlement et du Compte Général de l'Etat. C'est d'ailleurs l'une des activités principales de l'action 2 du programme 272 du MINFI.

Cette activité permanente a pris toute son importance depuis la mise en œuvre de la grande réforme induite par la transposition dans notre droit interne des directives du cadre harmonisé de gestion des Finances Publiques de la zone CEMAC, lesquelles visent à l'attention des six États membres, un assainissement profond de ladite gestion. C'est dans cette optique que chaque année, de nombreuses mesures sont prises et des actions fortes menées pour améliorer la qualité de la balance des comptes de l'Etat.

Ces efforts constants d'amélioration sont portés par le souci de produire une information budgétaire et comptable crédible et exhaustive qui garantit une bascule progressive et harmonieuse en vue de l'arrimage de nos pratiques aux standards et normes internationalement reconnus orientés vers les concepts et les mécanismes de la comptabilité privée. Il s'agit non seulement de préserver les acquis des années antérieures mais aussi, d'impulser de nouvelles dynamiques visant à optimiser la fiabilité de la balance des comptes et la crédibilité de l'Etat vis – à – vis des partenaires financiers.

Au titre de l'exercice 2020, les efforts d'assainissement de la balance des comptes n'ont pas été des moindres puisque, des actions considérables ont été menées avec l'accompagnement de la Juridiction des comptes qui, à travers ses observations, ses orientations, ses injonctions ou encore ses résolutions y a contribué de façon significative. Toutefois, le défi de l'amélioration de la qualité des comptes reste une préoccupation forte dans le réseau Trésor.

Afin de parvenir à cet objectif de qualité comptable, des actions permanentes et spécifiques telles que présentées succinctement en douze (12) points, ont été implémentées au cours de l'exercice 2020.

I. L'INTEGRATION EXHAUSTIVE DES DONNEES DES FINANCEMENTS EXTERIEURS DANS LA BALANCE DES COMPTES

L'intégration des dépenses à budgétiser sur financements extérieurs dans la balance des comptes depuis la signature de l'**instruction n°19/009/MINFI/SG/DGTCFM/CLC** du 07 Février 2019 a permis de suivre avec plus d'efficacité la globalité de ces importantes opérations budgétaires, facilitant ainsi les travaux de rapprochement et de cohérence avec les autres administrations impliquées notamment la CAA, le MINEPAT et la DGB.

En 2020, les bons d'engagement de couvertures budgétaires par chapitre ont fait l'objet d'un suivi infra annuel dans les postes comptables assignataires, ainsi que la remontée par EDOTS au niveau de l'ACCT qui apure le compte de dépenses à régulariser qui est mouvementé pour la constatation des décaissements effectués. La réconciliation des données y relatives en fin d'exercice a été plus aisée et le contenu de la balance fiabilisé. Ainsi tous les décaissements sur FINEX de **FCFA 469,9 milliards** ont été couverts et comptabilisés dans la balance.

II. LA REGULARISATION BUDGETAIRE DE TOUTES LES AVANCES DE TRESORERIE ET LES DEPENSES SANS ORDONNANCEMENTS PREALABLES

Il s'agit de la consolidation d'un acquis des exercices antérieurs. En effet, depuis l'exercice 2018, toutes les dépenses décaissées en procédures dérogatoires d'avances de trésorerie et de dépenses sans ordonnancements préalables, adossées sur des crédits budgétaires évaluatifs (les frais de justice et le service de la dette, Interventions directes de la SNH...) sont entièrement régularisés sur le plan budgétaire. Ainsi, les régularisations budgétaires de l'exercice 2020 ont été exécutées au fil de l'eau avec un accent particulier sur les opérations spécifiques de la dette et des interventions directes de la SNH.

Ce résultat est le fruit d'une collaboration active entre les services de la DGTCFM, de la DGB avec la participation de la Juridiction des comptes.

TABLEAU 1 : Apurement des avances de trésorerie et des dépenses sans ordonnancements préalables

Comptes	Libellés	Mouvements de la période		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit
4810020	Dépenses à régulariser 2020	477 983 903 682	477 983 903 682	0	0
4810120	Dépenses à régulariser investissements 2020	5 126 875 853	5 126 875 853	0	0
4810220	Dépenses à régulariser achat de devises 2020	46 250 216	46 250 216	0	0
4810320	Dépenses à régulariser autres dépenses du personnel 2020	7 924 229 060	7 924 229 060	0	0
4810420	Dépenses à régulariser transferts et subventions 2020	864 240 430	864 240 430	0	0
481201	Frais financiers	1 205 947 177	1 205 947 177	0	0
481211	Crédits de tva à budgétiser	103 994 535 816	103 994 535 816	0	0
48121320	Remise sur vente des timbres 2020	344 432 449	344 432 449	0	0
48121401	Pertes de change - PGT 2001	42 516 219	42 516 219	0	0
48121420	Pertes de change - PGT 2020	1 981 487 261	1 981 487 261	0	0
48121520	Remb. redev. Télé diplomates PGT 2020	13 099 986	13 099 986	0	0
48121720	Dépenses à budgétiser : dette bancaire compte séquestre 2020	572 712 250	572 712 250	0	0
48121920	Dep bud det cons BEAC 2020	11 694 887 752	11 694 887 752	0	0
48122320	Dépenses à budgétiser - Avoirs fiscaux 2020	9 787 931 083	9 787 931 083	0	0

48122519	Dépenses à budgétiser-indemnité annuelle due aux RR 2019	327 900	327 900	0	0
48122520	Dépenses à budgétiser-indemnité annuelle due aux RR 2020	5 152 171	5 152 171	0	0
48122620	Dépenses à budgétiser : intérêts et commissions bons du Trésor 2020	17 421 275 946	17 421 275 946	0	0
48122720	Intérêts sur emprunts extérieurs	37 919 887 008	37 919 887 008	0	0
48122820	Contribution de l'Etat du Cameroun au profit des États et Organismes	728 000 000	728 000 000	0	0
48122920	Dépenses à budgétiser : Principal Dette extérieure	217 900 000 000	217 900 000 000	0	0
48123020	Dépenses à budgétiser : Intérêts Dette extérieure	97 564 160 000	97 564 160 000	0	0
48123120	Dépenses à budgétiser : Principal Dette Intérieure	87 000 000 000	87 000 000 000	0	0
48123220	Dépenses à budgétiser : Intérêts Dette Intérieure	27 191 635 316	27 191 635 316	0	0
48123320	Dette extérieure principale	471 368 717 439	471 368 717 439	0	0
481310020	Émoluments et Honoraires des Juridictions militaires 2020	997 639 511	997 639 511	0	0
4813101	Frais de justice à répartir 2001	4 717 100 354	4 717 100 354	0	0
481310120	Émoluments et Honoraires des Juridictions civiles 2020	14 405 094 263	14 405 094 263	0	0
48131020	Frais de justice non urgents 2020	1 561 583 862	1 561 583 862	0	0
481311020	Frais de Justice urgents juridictions Militaires 2020	4 039 044 028	4 039 044 028	0	0
481311119	Frais de Justice urgents juridictions Civiles 2019	113 400	113 400	0	0
481311120	Frais de Justice urgents juridictions Civiles 2020	9 739 033 868	9 739 033 868	0	0
48131120	Frais de justice urgents 2020	930 501 810	930 501 810	0	0
4813220	Remise vente timbres 2020	1 642 533 755	1 642 533 755	0	0
TOTAL GENERAL		1 616 714 849 865	1 616 714 849 865	0	0

III. LA PRISE EN MAIN DES POSTES COMPTABLES NOUVELLEMENT CREEES

La création de nouveaux postes comptables par arrêtés du Ministre des Finances du 11 juin 2020 a élargi le périmètre du réseau Trésor, ce qui a nécessité l'organisation des formations ciblées, la tenue des réunions hebdomadaires de pilotage des activités afin d'outiller les responsables nommés, en vue de garantir une production comptable de valeur et partant, maintenir le niveau de qualité de la balance des comptes malgré la mise en service de nouvelles structures.

En outre, des descentes ponctuelles ont été organisées pour un encadrement de proximité, ce qui a permis de résorber de multiples incohérences au niveau des postes comptables.

IV. LA FIABILISATION DES SOLDES DES COMPTES DE SERVICE FINANCIER DES ETABLISSEMENTS PUBLICS, DES DEPOSANTS ET CORRESPONDANTS ET, DES CREDITEURS DIVERS

L'assainissement des comptes de déposants et correspondants du Trésor s'est poursuivi en 2020 pour apurer la dette de l'Etat vis-à-vis de ces entités. L'atteinte de cet objectif s'est matérialisée par :

- la diminution comme chaque année, depuis sa mise en place, du solde du compte 420002635 (PLANUT GUICHET CAA) de F CFA 19 613 243 657 sur la base d'éléments justificatifs fournis par la CAA qui assure le paiement des dépenses éligibles ;
- le reversement du reliquat des frais exigibles du MINESEC dans les comptes ouverts auprès des banques commerciales sur autorisation spéciale de la très haute hiérarchie pour un montant de F CFA 93 006 522 , qui a permis de réduire les soldes des comptes 450 dans la balance des comptes ;
- la clôture des comptes non éligibles à la catégorie de service financier des Etablissements Publics ou dépôts des administrations et leur reclassement ;
- l'annulation des soldes résiduels et la régularisation des soldes anormaux recensés dans la balance des comptes du Trésor au 31 décembre 2020 ;
- la régularisation des comptes de correspondants (Communes) dont les soldes étaient anormalement débiteurs au 31 décembre 2019, suite aux découverts qui leur avaient été accordés par les comptables publics, teneurs de leurs comptes ;
- l'apurement des cautions électorales (470 043) des candidats n'ayant pas obtenu les pourcentages requis aux différentes élections à travers leur reversement dans un compte de recettes budgétaires de l'Etat (compte 7513).

TABLEAU 2 : Apurement des comptes des déposants et créditeurs divers en 2020

Comptes	Libellés	Balances d'entrée		Mouvements de la période		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Comptes 450 (déposants)							
450018100	DGI Part remises sur vente des vignettes	0	560 812 877	586 541 827	25 728 950	0	0
4501017	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	89 656	89 656	0	0	0
4501038	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	25 000	25 000	0	0	0
4501041	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	94 689	94 689	0	0	0
4501107	Dépôts services déconc MINESEC BAFOUSSAM	0	53 026 825	0	-53 026 825	0	0
4501120	Dépôts services déconc MINESEC BAMENDA 2	0	30 540 836	30 540 836	0	0	0
4501159	Dépôts services déconcentrés MINESEC RF	0	0	2 250 000	2 250 000	0	0
4501166	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	0	30 000	30 000	0	0
4501190	Dépôts services déconcentrés MINESEC RF	0	1 814 999	4 971 566	3 156 567	0	0
4501195	Dépôts services déconcentrés MINESEC RF	0	57 816	57 816	0	0	0
4501196	Dépôts services déconcentrés MINESEC RF	0	905 650	905 650	0	0	0
4501197	Dépôts services déconc MINESEC NGAOUNDER	0	1 303 276	4 389 504	3 086 228	0	0
4501198	Dépôts services déconcentrés MINESEC RF	0	85 036	85 036	0	0	0
4501199	Dépôts services déconcentrés MINESEC RF	0	923 077	923 077	0	0	0
4501205	Dépôts services déconcentrés MINESEC RF	0	58 932	58 932	0	0	0
4501208	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	3 406	3 406	0	0	0

4501209	Dépôts services déconcentrés MINESEC RF	0	49 526	49 526	0	0	0
4501248	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	140	140	0	0	0
4501264	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	231 698	231 698	0	0	0
4501268	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	630 391	630 391	0	0	0
4501284	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	47 055	47 055	0	0	0
4501285	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	3 097 354	3 097 354	0	0	0
4501287	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	1 001	1 001	0	0	0
4501288	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	18 749	18 749	0	0	0
4501311	Dépôts services déconcentrés MINESEC P.	0	1 410	1 410	0	0	0
45030049	Dépôts services déconcentrés MSP P. GARI	0	153 715	153 715	0	0	0
45030107	Dépôts services déconcentrés MSP BAFOUSS	0	125 353 091	297 914 792	172 561 701	0	0
450301197	MINSANTE-DÉPÔT CAA- C2D Service régional	0	4 154 046	4 154 046	0	0	0
45030125	Dépôts services déconcentrés MSP RF WUM	0	8 624 087	8 624 087	0	0	0
45030179	Dépôts services déconcentrés MSP P. MA'A	0	167 189	167 189	0	0	0
45030188	Dépôts services déconcentrés MSP P. LOLO	0	1 079 017	1 365 407	286 390	0	0
45030196	Dépôts services déconcentrés MSP RF MEIG	0	3 777 776	3 777 776	0	0	0
45030210	Dépôts services déconcentrés MSP RF YAGO	0	5 141 881	5 151 881	10 000	0	0
45030220	Dépôts services déconcentrés MSP P. DIBO	0	321 986	321 986	0	0	0
45030223	Dépôts services déconcentrés MSP P. MANJ	0	6 118 821	6 118 821	0	0	0
45030240	Dépôts services déconcentrés MSP RF FOUM	0	42 265 739	42 265 739	0	0	0
45030248	Dépôts services déconcentrés MSP P. PENK	0	2 651 350	2 651 350	0	0	0
45030256	Dépôts services déconcentrés MSP RF MBOU	0	20 325 971	20 325 971	0	0	0
45030265	Dépôts services déconcentrés MSP RF BANG	0	127	127	0	0	0
45030280	Dépôts services déconcentrés MSP RF BATO	0	331 106	331 106	0	0	0
45030307	Dépôts services déconcentrés MSP P. EBON	0	52 620	52 620	0	0	0
45030369	Dépôts services déconcentrés MSP P. VELE	0	648 709	648 709	0	0	0
45030387	Dépôts services déconcentrés MSP P. NGOU	0	145 600	145 600	0	0	0
45030417	Dépôts services déconcentrés MSP P. BIPI	0	670 608	670 608	0	0	0
4503107	Dépôts services décon MSP BAFOUSSAM 2007	0	167 944 413	167 944 413	0	0	0

4504001	DEPOT FECAFOOT COORDINATION GENERALE DES	0	0	2 156 996 150	2 156 996 150	0	0
4504005	Dépôt Programme Sectoriel Forêt et Envir	0	131 200	131 200	0	0	0
4504009	Dépôt MINDEF fête Nationale du 20 mai	122 938 986	0	1	122 938 987	0	0
45040103	Dépôts autres Ministères Sces déconcentr	0	400 000	400 000	0	0	0
45040107	Dépôts autres Ministères Sces déconcentr	0	1 136 315	1 348 535	212 220	0	0
4504029	Dépôts MINEPAT Projets Zones frontalière	0	44 085 023	44 085 023	0	0	0
4504034	Dépôt-MINADER projet appui org paysannes	0	9 771	9 771	0	0	0
4504035	Dépôt-MINADER projet appui multip et dif	0	4 850	4 850	0	0	0
4504036	Dépôt-MINADER projet promo production pa	0	66 220 643	66 220 643	0	0	0
4504041	Dépôt Ecole Technique d'Agriculture	0	126 700	126 700	0	0	0
4504046	Dépôt-MINADER proget relance riziculture	0	63 668	63 668	0	0	0
4504107	Dépôts autres Ministères Sces déconcentr	0	100 093	100 093	0	0	0
4504113	Dépôt-MINTP Centre des Métiers des Trava	0	16 721 951	16 721 951	0	0	0
Comptes 470 (créditeurs divers)							
4700681	Taxe d'intégr. commu.CEEAC (hors budget	0	2 000	2 000	0	0	0
470202	Consignations-retenues sur dép. matériel	0	0	1 452 813	1 452 813	0	0
4702020	Retenues sur DM biens et services	0	0	33 409 382 558	33 409 382 558	0	0
4702021	Retenues sur DM investissement	0	0	52 737 755 379	52 737 755 379	0	0
4702022	Retenues sur DM Autres dépenses de perso	0	0	1 131 138 787	1 131 138 787	0	0
470421	Cons. part émol. affectée trib. civils	0	35 915 192	323 662 542	287 747 350	0	0

V. LE SUIVI ET LA RECONCILIATION DES OPERATIONS DU SYSTEME DE PAIEMENT EN RECETTES ET EN DEPENSES ENTRE LE SIEGE (ACCT) ET LES DIFFERENTES AGENCES DU RESEAU TRESOR

Le rapprochement des opérations du système de paiement entre l'ACCT et les différents postes comptables dotés de plateformes techniques demeure une priorité pour l'assainissement de la balance des comptes. Tout au long de l'exercice 2020, des missions de contrôles de cohérence interne et externe se sont déployées sur le terrain à l'effet de maîtriser les écarts sur les comptes de transfert fichiers entre le siège (ACCT) et les agences. Ces missions ont notamment permis d'identifier les écarts et de les justifier, le cas échéant.

Comme en 2019, la rubrique mouvements de fonds entre comptables centralisateurs est restée la mieux contrôlée avec des écarts résiduels, expliqués par les chevauchements constatés entre l'ACCT qui a procédé

au décaissement des fonds et à la comptabilisation en fin 2019 d'une part, et d'autre part la PGT et la TG de Yaoundé qui les ont réceptionnés et comptabilisés en début 2020.

Dans la même veine, il est envisagé au titre de l'exercice 2021, la mise à jour de l'application métier CADRE pour réduire à zéro le volume des écarts dans les comptes de transferts fichiers et mouvements de fonds liés au système du Compte Unique du Trésor.

TABLEAU 3 : Réconciliation des mouvements de fonds entre l'ACCT et les comptes principaux

CF	Comptes	Libellés	Mouvements cumulés de la période		
			Montants ACCT	Montants poste	Ecart
PGT	5811001002	Mouvements de fonds entre les comptes	183 366 008 646	184 066 008 646	-700 000 000
YAOUNDE I	5811001100	Mouvements de fonds entre les comptes	56 838 000 000	56 988 000 000	-150 000 000
DOUALA	5811001102	Mouvements de fonds entre les comptes	22 445 000 000	22 445 000 000	0
NKONGSAMBA	5811001105	Mouvements de fonds entre les comptes	3 625 000 000	3 625 000 000	0
BUEA	5811001101	Mouvements de fonds entre les comptes	11 675 066 000	11 675 066 000	0
	5811101001	Mouvements de fonds entre les comptes	16 352 000	16 352 000	0
BAMENDA	5811001120	Mouvements de fonds entre les comptes	9 235 000 000	9 235 000 000	0
BAFOUSSAM	5811001107	Mouvements de fonds entre les comptes	12 970 000 000	12 970 000 000	0
BERTOUA	5811001108	Mouvements de fonds entre les comptes	7 050 000 000	7 050 000 000	0
EBOLOWA	5811001104	Mouvements de fonds entre les comptes	10 980 000 000	10 980 000 000	0
NGAOUNDERE	5811001197	Mouvements de fonds entre les comptes	6 135 000 000	6 135 000 000	0
GAROUA	5811001103	Mouvements de fonds entre les comptes	6 235 000 000	6 235 000 000	0
MAROUA I	5811001201	Mouvements de fonds entre les comptes	14 358 000 000	14 358 000 000	0
PS MINADER	5811001563	Mouvements de fonds entre les comptes	2 800 000 000	2 800 000 000	0
PS MINDEF	5811001564	Mouvements de fonds entre les comptes	36 700 000 000	37 200 000 000	-500 000 000
PS MINEDUB-MINESEC	5811001565	Mouvements de fonds entre les comptes	14 110 000 000	14 110 000 000	0
PS MINSANTE	5811001567	Mouvements de fonds entre les comptes	6 650 000 000	6 700 000 000	-50 000 000
PS MINTP	5811001568	Mouvements de fonds entre les comptes	2 700 000 000	2 750 000 000	-50 000 000
PS MINEE	5811001566	Mouvements de fonds entre les comptes	1 540 000 000	1 540 000 000	0
PS DGSN	5811001569	Mouvements de fonds entre les comptes	1 430 000 000	1 430 000 000	0

VI. L'IMPACT DU CLASSEMENT DES POSTES COMPTABLES DANS L'AMELIORATION DE LA QUALITE COMPTABLE

Il est opéré depuis plusieurs années des classements mensuels et annuels des Circonscriptions Financières et des Paieries Spécialisées du réseau Trésor, sur la base de critères conjointement validés par les responsables de la Direction de la Comptabilité Publique et l'ensemble des chefs de Circonscription Financière. Ladite activité a créé une saine émulation pour une production comptable de qualité. Cette compétition a eu un impact certain sur les états de synthèse et les données produits par les Circonscriptions Financières (CF) qui sont élaborés avec plus de soin et gagnent en qualité.

A titre d'illustration, les faibles écarts constatés en 2020 dans lesdits classements témoignent à suffisance de la forte implication de tous les comptables dans la mise en œuvre des activités d'assainissement de la balance des comptes.

Par ailleurs, de l'organisation d'une concertation annuelle entre les différents responsables des Circonscriptions Financières, des Paieries Spécialisées et de la Direction de la Comptabilité Publique en prélude à la clôture de l'exercice, a permis de fixer conjointement un canevas pour le pilotage de cette activité. Ce cadre de travail a toujours été un élément d'incitation visant à impacter positivement la production des documents de synthèse de fin d'exercice fiables et cohérents.

VII. L'ANIMATION DU COMITE NATIONAL DE VALIDATION DE LA BALANCE CONSOLIDEE ET DE LA SITUATION RESUMEE DES OPERATIONS DU TRESOR

Le Comité National de Validation de la balance consolidée s'est tenu tous les mois en 2020 et a permis à tous les acteurs de la chaîne d'exécution et de restitution du budget (DGB, CAA, DGI, DGD, BEAC, DP, MINEPAT, DGTCFM) de confronter *a priori* le contenu de la balance des comptes avant la consommation de ses données, pour la production des autres documents de synthèse de l'Etat dont elle est le principal input. Ledit cadre de concertation a également apporté une grande ferveur sur l'amélioration de la qualité des comptes de l'Etat.

Lesdites administrations ont eu la possibilité de confronter chaque écriture de la balance au titre des opérations de recettes, de dépenses, de la dette, de trésorerie ou encore des opérations spécifiques telles que les financements ou les interventions directes de la SNH.

En somme, les travaux du Comité ont mis en exergue le contenu de la Situation Résumée des Opérations du Trésor (SROT) qui a gagné en crédibilité auprès des Partenaires Techniques et Financiers. Ensemble de tableaux synthétiques du contenu de la balance des comptes, cette dernière a facilité tout au long de l'exercice 2020, la décomposition et la comparabilité des données de la balance par les administrations consommatrices.

VIII. LES CONTROLES DE COHERENCE DES ETATS DE SYNTHESE EFFECTUES AU NIVEAU DES CIRCONSCRIPTIONS FINANCIERES ET A L'ACCT

Les Comités de Qualité Comptables institués dans les Trésoreries Générales, les Paieries Spécialisées et la Paierie Générale du Trésor ont tenu leurs sessions en 2020, se réunissant tous les mois pour se rassurer de la qualité des comptes produits à l'interne avant leur acheminement pour les besoins de centralisation. Les anomalies qui y ont été détectées ont été corrigées avant le transfert des données et documents à l'ACCT, centralisateur de second niveau. Ces contrôles internes ont joué un rôle sur l'amélioration des comptes de l'Etat.

A l'ACCT, les vérifications mensuelles des balances et des autres états de synthèse transmis par les CF ont conduit à la proposition des mesures correctives permettant, à travers les états récapitulatifs d'anomalies adressés aux CF et les multiples relances effectuées de résorber de nombreuses incohérences comptables

dès leur identification. C'est le cas des erreurs de prises en charge de dépenses et de recettes, des soldes résiduels et anormaux.

IX. LES ENRICHISSEMENTS ISSUS DU CADRE DE CONCERTATION ENTRE LA CHAMBRE DES COMPTES ET LA DGTCFM

La synergie d'actions avec la Juridiction des comptes dans le cadre du forum de concertation fonctionnel depuis plusieurs années a toujours apporté une plus-value à la qualité des comptes de l'Etat. Pour rappel, il convient de relever l'apurement du stock cumulé de dépenses à régulariser des exercices antérieurs non couvertes et reportées d'années en années sans pertinence comptable.

En 2020, l'activité phare réalisée avec l'appui de la Chambre des Comptes a été l'organisation des cérémonies de prestation de serment des comptables publics en vue non seulement de les conforter dans leurs responsabilités mais aussi, de garantir une meilleure reddition des comptes publics.

X. LE TOILETTAGE DES STOCKS DE RESTES A RECOURIR DE LA DGI

Les travaux de toilettage du stock des restes à recouvrer de la balance entamée en 2019 avec la DGI se sont matérialisés par l'organisation d'une mission conjointe dont le principal résultat a été l'identification des écarts entre les états nominatifs et statistiques de l'administration fiscale et les données de la balance des comptes. Ces travaux se sont poursuivis en 2020 sur le site pilote de la Recette des Impôts de la Direction des Grandes Entreprises et seront finalisés à l'exercice 2021.

Les mêmes travaux sont envisagés pour fiabiliser le stock des restes à recouvrer de la Douane dans l'optique de disposer d'un bilan d'ouverture présentant les actifs et les passifs réels de l'Etat.

Par ailleurs, la comptabilisation dans les postes comptables assignataires des quotes irrécouvrables admises en non-valeur par la commission qui siège à la Direction Générale des Impôts a permis de sortir les créances ainsi jugées de la balance afin de rendre plus sincère le stock des restes à recouvrer. Au titre dudit exercice, il a été constaté des ajustements de **F CFA 16 537 839 437** sur la base des données produites par la DGI.

TABLEAU 4 : Apurement du stock des Restes à Recouvrer

Comptes	Libellés	Balances d'entrée	Mouvements Débits	Mouvements Crédits	Soldes
414003	Redevables 2003 d'AMR	1 904 872 995	-316 470 964	0	1 588 402 031
414006	Redevables 2006 d'AMR	9 051 527 544	-40 858 722	31 741 184	8 978 927 638
414009	Redevables 2009 d'AMR	29 751 401 680	-165 922 902	1 294 668 749	28 290 810 029
414013	Redevables 2013 d'AMR	15 073 989 882	-888 919 078	691 740 610	13 493 330 194
414014	Redevables 2014 d'AMR	114 555 217 613	-407 798 297	549 894 539	113 597 524 777
414015	Redevables 2015 d'AMR	93 822 800 541	-1 234 466 572	3 651 982 117	88 936 351 852
414016	Redevables 2016 d'AMR	38 288 941 901	-313 642 497	2 715 961 899	35 259 337 505
414017	Redevables 2017 d'AMR	44 616 088 727	-149 502 793	3 794 098 805	40 672 487 129
414018	Redevables 2018 d'AMR	91 716 963 769	-2 761 361 430	16 545 366 879	72 410 235 460
414019	Redevables 2019 d'AMR	163 530 225 150	-3 314 313 653	95 951 791 174	64 264 120 323

414106	Majorations sur AMR 2006	5 754 475 936	-30 704 470	35 412 347	5 688 359 119
414113	Majorations sur AMR 2013	7 169 296 371	-196 513 186	27 954 724	6 944 828 461
414114	Majorations sur AMR 2014	14 525 206 223	-599 307 187	117 133 369	13 808 765 667
414115	Majorations sur AMR 2015	9 264 082 604	-943 050 369	951 866 793	7 369 165 442
414117	Majorations sur AMR 2017	7 718 687 880	-222 976 801	413 448 623	7 082 262 456
414118	Majorations sur AMR 2018	16 330 162 312	-2 188 185 975	984 070 232	13 157 906 105
414119	Majorations sur AMR 2019	135 023 944 687	-2 763 844 541	55 819 981 988	76 440 118 158
Total Général		798 097 885 815	-16 537 839 437	183 577 114 032	597 982 932 346

XI. L'APUREMENT DE CERTAINS COMPTES NON MOUVEMENTES

Des travaux ciblés ont permis de clôturer les comptes qui sont restés longtemps sans être mouvementés mais dont les soldes étaient reportés en balance d'entrée, d'année en année. Des inventaires effectués dans les postes comptables ont permis de régulariser des écritures manquantes d'extinction des obligations de l'Etat déjà payées ou d'identifier des écritures comptables devenues obsolètes par manque de suivi.

Ainsi, plusieurs soldes des comptes 4040 (fichiers dépenses à régulariser) ; 5111(chèques reçus) ; 5112 (chèques rejetés) des exercices antérieurs à 2017 ont été clôturés par les missions déployées sur le terrain, aux motifs suivants : *(1) chèques encaissés non comptabilisés, (2) chèques rejetés non éteints en comptabilité, (3) fichiers dépenses à régulariser déjà réglés mais qui demeurent dans les écritures comptables.*

Par ailleurs, les comptes de transfert des bons de caisse solde et pension 400002 et 400003 des exercices antérieurs entre la Paierie Générale du Trésor et les Trésoreries Générales devenus inopérants ont été nettoyés de la balance des comptes à la faveur de l'instruction N°21/04/MINFI/SGDGTCFM/CLC DU 17 février 2021 portant mise à jour de l'instruction N°13/16/MINFI/DGTCFM/CLC du 23 mai 2013 relative à l'apurement des comptes de transferts.

TABLEAU 5 : Apurement des soldes statiques

Comptes	Libellés	Balances d'entrée		Mouvements période		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
400002/400003							
400002	Dépenses de personnel solde	0	0	245 664 587 705	245 664 587 705	0	0
40000216	Dépenses de personnel solde cf 2016	74 868 495	0	41 702 684 879	41 777 553 374	0	0
40000217	Dépenses de personnel solde cf 2017	0	2 810 583 401	38 434 208 207	35 623 624 806	0	0
40000218	Dépenses de personnel solde cf 2018	0	0	37 814 313 268	37 814 313 268	0	0
40000219	Dépenses de personnel solde cf 2019	0	0	35 638 891 264	35 638 891 264	0	0
40000220	DÉPENSES DE PERSONNEL SOLDE CF 2020	0	0	783 507 266 072	783 507 266 072	0	0
400003	Dépenses de personnel pension	0	0	56 687 567 513	56 687 567 513	0	0

40000316	Dépenses de personnel pension CF 2016	219 405 521	0	34 045 184 800	34 264 590 321	0	0
40000317	Dépenses de personnel pension CF 2017	0	1 694 737 031	31 938 837 520	30 244 100 489	0	0
40000318	Dépenses de personnel pension CF 2018	0	0	28 655 446 924	28 655 446 924	0	0
40000319	Dépenses de personnel pension CF 2019	0	0	29 870 592 777	29 870 592 777	0	0
40000320	Dépenses de personnel pension CF 2020	0	0	238 263 799 001	238 263 799 001	0	0
4040							
404002	Virements à régulariser 2002	0	-145 200	0	-145 200	0	0
404004	Fichier dépenses à régulariser 2004	0	-836 172 750	0	-836 172 750	0	0
404005	Virements à régulariser 2005	0	-828 529 381	0	-828 529 381	0	0
404006	Virements à régulariser 2006	0	-3 999 937 182	0	-3 999 937 182	0	0
404007	Virements à régulariser 2007	0	-60 992 325	0	-60 992 325	0	0
404008	Virements à régulariser 2008	0	-2 017 472 765	-182 967	-2 017 472 765	0	0
404009	Fichier dépenses à régulariser 2009	0	-6 089 747 238	0	-6 089 747 238	0	0
404010	Fichier dépenses à régulariser 2010	0	-912 952 004	0	-912 952 004	0	0
404011	Fichier dépenses à régulariser 2011	0	-1 045 163 122	0	-1 045 163 122	0	0
404012	Fichier dépenses à régulariser 2012	0	-1 699 954 524	0	-1 699 954 524	0	0
404013	Fichier dépenses à régulariser 2013	0	-2 015 897 577	-54 970 282	-2 015 897 577	0	0
404014	Fichier dépenses à régulariser 2014	0	-3 539 971 022	0	-3 539 971 022	0	0
404015	Fichier dépenses à régulariser 2015	0	-4 986 960 809	0	-4 986 960 809	0	0
404016	Fichier dépenses à régulariser 2016	0	-5 329 559 387	0	-5 329 559 387	0	0

XII. LES EFFORTS CONSTANTS POUR LA STABILITE DE L'INTANGIBILITE ENTRE LES SOLDES DE SORTIE ET LES BALANCES D'ENTREE

Dans l'optique de maîtriser l'intangibilité des soldes reportés en balance d'entrée d'une année à une autre, un dispositif de veille a été mis en place au niveau de la Direction de la Comptabilité Publique, pour vérifier chaque mois la stabilité des soldes arrêtés et reportés au niveau des Circonscriptions financières.

Dans la même veine, les données des postes comptables à l'étranger à l'origine des écarts constatés par le passé font l'objet d'un suivi minutieux en 2020 en vue de leur intégration exhaustive en respect du calendrier des travaux de fin d'exercice.

ANNEXES

Annexe 1 : Apurement des comptes chèques et des fichiers dépenses à régulariser des exercices antérieurs

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix- Travail- Patrie

MINISTRE DES FINANCES

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR, DE LA
COOPÉRATION FINANCIÈRE ET MONÉTAIRE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work- Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

GENERAL SECRETARIAT

DIRECTORATE GENERAL OF TREASURY,
FINANCIAL AND MONETARY COOPERATION

N°21/_____/N/MINF/SG/DGT/CFM/DCP/ACCT/FP/SDCOBC/SAB

Yaoundé, le

NOTE

A l'attention de Monsieur Le Directeur Général Du
Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire

Objet : rapport de la mission d'audit et d'apurement en 2020 des soldes statiques des comptes de chèques et de fichiers dépenses à régulariser des exercices antérieurs

En date du 07 août 2020, vous avez bien voulu autoriser le déploiement de la mission citée en objet.

Ladite mission qui s'inscrit dans le cadre de la fiabilisation de la balance a permis d'auditer et d'apurer les comptes des chèques reçus (5111), de rejets chèques (5112) et de fichiers dépenses à régulariser (4040) des exercices antérieurs ; de faire un point sur la situation des écritures de chèques en instance et la situation détaillée des soldes des comptes 4040 adossés sur des pièces justificatives pertinentes.

Ainsi, au terme des travaux réalisés par les différentes équipes, les comptes ci-après ont été apurés pour les montants indiqués :

Comptes	Libellés	Montants
5111	Chèques reçus	1 224 726 920
5112	Chèques rejetés	3 424 932 295
4040	Fichiers dépenses à régulariser	28 044 919 074

Au cours de ladite mission, les constats suivants ont été relevés :

- la mauvaise tenue des registres de suivi des chèques et des fichiers dépenses à régulariser ;
- la non maîtrise de la passation des écritures comptables au niveau des postes spécialisés ;
- les passations erronées des écritures d'apurement de certains comptes ;
- la comptabilisation partielle des opérations de rejets ;
- l'indisponibilité des informations nécessaires à l'apurement de certains comptes.

Pour pallier ces situations, les équipes ont formulé à l'endroit des postes comptables visités les recommandations suivantes :

- veiller à la tenue régulière des registres de suivi auxiliaire ;
- s'assurer de la maîtrise des procédures comptables par le personnel en charge de ces opérations ;
- veiller à la régularisation des rejets et à l'apurement des comptes concernés.

Telle est l'économie du rapport de la mission d'audit et d'apurement en 2020 des soldes statiques des comptes de chèques et de fichiers dépenses à régulariser des exercices antérieurs, ci-contre soumis à votre attention.

Vos instructions m'obligeraient. /-

PJ : 01

Annexe 2 : Apurement du compte PLANUT Guichet CAA au titre de l'exercice 2020

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix- Travail- Patrie ----- MINISTRE DES FINANCES ----- SECRETIARIAT GENERAL ----- DIRECTION GENERALE DU TRESOR, DE LA COOPERATION FINANCIERE ET MONETAIRE ----- DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE ----- AGENCE COMPTABLE CENTRALE DU TRESOR ----- 000093 N°21/_____/N/MINFI/DGTCFM/DCP/ACCT/FP/SDCOBC/SPBC		REPUBLIC OF CAMEROON Peace- Work- Fatherland ----- MINISTRY OF FINANCE ----- GENERAL SECRETARIAT ----- DIRECTORATE GENERAL OF TREASURY, FINANCIAL AND MONETARY COOPERATION ----- DEPARTMENT OF PUBLIC ACCOUNTING ----- CONTROLLER GENERAL OF ACCOUNTS ----- Yaoundé, le 09 Mars 2021
---	---	--

NOTE

Pour

MADAME LE PAYEUR GENERAL DU TRESOR

Objet : apurement du compte 420002635 (PLANUT Guichet CAA) au titre de l'exercice 2020

Faisant suite à la transmission par la CAA de la situation actualisée des dépenses exécutées au titre du PLANUT guichet CAA,

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir comptabiliser sur la base de la situation statistique ci-contre, au débit du compte **420002635** (PLANUT Guichet CAA) contre le crédit du compte **1601** (emprunt à long et moyen terme auprès des Institutions Financières du système bancaire intérieur) le montant de **FCFA 19 613 242 657** représentant les décaissements PLANUT au titre de l'exercice 2020 pour un cumul des utilisations de FCFA 211 994 618 973 au 12/02/2021.

Toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre de cette instruction devra m'être rapportée. /-

PJ : 01

Le Directeur de la Comptabilité
Publique

Basahag Achille Nkomo


Annexe 3 : Situation PLANUT

SITUATION DU PLANUT AU 12/02/2021

Le PLANUT bénéficie des financements mobilisés par les pools bancaires constitués de : ECOBANK, BGFI ET BAC. La situation de ces financements peut être résumée dans le tableau ci après :

BANQUE	PROJET	MONTANT ENGAGE	MONTANT DECAISSE	MONTANT UTILISE de 01 au 12 Février 2021	CUMUL DES UTILISATIONS	SOLDE SUR MONTANT DECAISSE	TAUX DE CONSOMMATION SUR LE MONTANT ENGAGE	TAUX DE CONSOMMATION SUR LE MONTANT DECAISSE
BAC	PU-SANTÉ Réhabilitation et Remise à Niveau Plateaux Techniques Hôpital Général de Yamoussoukro-CHU	190 000 000 000 XAF	190 000 000 000 XAF		26 442 812 135 XAF			
	PU-SANTÉ Construction équipement hôpitaux de référence dans 8 chefs-lieux de Régions				64 435 140 861 XAF			
	PU-URBAIN Construction 100 Logements Sociaux dans 8 Chefs-Lieux de Régions				34 268 741 101 XAF			
	TOTAL BAC			- XAF	125 146 694 097 XAF	64 833 305 903 XAF	65,87%	65,87%
ECOBANK	PU-ENERGETIQUE adduction d'eau dans 30 villes secondaires et construction forages de 100 puits par Région	13 500 000 000 XAF	13 500 000 000 XAF		7 589 393 682 XAF	3 251 955 053 XAF		
	PU-ENERGETIQUE Projet Madarica 3000 Forages dans Régions Adzouma, Euhémé Nord et Nord				2 659 551 265 XAF			
	PU-SECURITAIRE projet de construction poste de police	12 500 000 000 XAF	12 500 000 000 XAF		12 493 144 811 XAF			
	PU-SECURITAIRE projet de construction poste de gendarmerie	9 000 000 000 XAF	9 000 000 000 XAF	3 692 680 XAF	8 421 363 684 XAF	578 636 316 XAF		
	TOTAL ECOBANK	35 000 000 000 XAF	35 000 000 000 XAF	3 692 680 XAF	31 163 453 442 XAF	3 836 546 558 XAF	89,04%	89,04%
BGFI	PU-URBAIN réhabilitation de certains tronçons de voiries à Dja et Yé	100 000 000 000 XAF	39 413 045 742 XAF		0 XAF			
	TOTAL BGFI			- XAF	0 XAF	39 413 045 742 XAF	0,00%	0,00%
ECOBANK 2 TRANCHE A	PU 2-URBAIN réhabilitation de certains tronçons de voiries à Dja et Yé	25 000 000 000 XAF	25 000 000 000 XAF		24 833 216 352 XAF			
	TOTAL ECOBANK 2 TRANCHE A			- XAF	24 833 216 352 XAF	166 783 648 XAF	99,33%	99,33%
ECOBANK 2 TRANCHE B	PU 2-URBAIN réhabilitation de certains tronçons de voiries à Dja et Yé	35 000 000 000 XAF	35 000 000 000 XAF	660 730 882 XAF	27 899 833 180 XAF			
	TOTAL ECOBANK 2 TRANCHE B			660 730 882 XAF	27 899 833 180 XAF	7 100 166 830 XAF	79,71%	79,71%
BAC FCP	PU 2-URBAIN réhabilitation de certains tronçons de voiries à Dja et Yé	3 000 000 000 XAF	3 000 000 000 XAF		2 951 421 902 XAF			
	TOTAL BAC FCP				2 951 421 902 XAF	48 578 398 XAF	98,38%	98,38%
TOTAUX POOLS BANCAIRES		309 000 000 000 XAF	337 413 045 742 XAF	664 423 963,00 XAF	211 994 618 973 XAF	115 618 428 760 XAF	81,64%	84,79%

BANQUE	BAC	ECOBANK	BGFI	ECOBANK 2 Tranche A	BAC FCP	ECOBANK 2 TRANCHE B
MONTANT ENGAGE	190 000 000 000 XAF	35 000 000 000 XAF	100 000 000 000 XAF	25 000 000 000 XAF	3 000 000 000 XAF	35 000 000 000 XAF
MONTANT DECAISSE	190 000 000 000 XAF	35 000 000 000 XAF	39 413 045 742 XAF	25 000 000 000 XAF	3 000 000 000 XAF	35 000 000 000 XAF
MONTANT UTILISE	125 146 694 097 XAF	31 163 453 442 XAF	- XAF	24 833 216 352 XAF	2 951 421 902 XAF	27 899 833 180 XAF
TAUX DE CONSOMMATION SUR LE MONTANT DECAISSE	65,87%	89,04%	0,00%	99,33%	98,38%	79,71%
TAUX DE CONSOMMATION SUR LE MONTANT ENGAGE	65,87%	89,04%	0,00%	99,33%	98,38%	79,71%



SITUATION DU PLANUT AU 15 NOV. 2019

Le PLANUT bénéficie des financements mobilisés par les pools bancaires constitués de : ECOBANK, BGFI ET BAC. La situation de ces financements peut être résumée dans le tableau ci

BANQUE	PROJET	MONTANT ENGAGÉ	MONTANT DECAISSE	MONTANT UTILISÉ du 01 au 15/11/2019	CUMUL DES UTILISATIONS	SOLDE SUR MONTANT DECAISSE	TAUX DE CONSOMMATION SUR LE MONTANT ENGAGÉ	TAUX DE CONSOMMATION SUR LE MONTANT DECAISSE
BAC	PU - SANTE Réhabilitation et Remise à Niveau Plateaux Techniques Hôpital Général de Yaoundé-Douala-CHU			493 296 637 XAF	20 043 322 011 XAF			
	PU - SANTE construction équipements hôpitaux de référence dans 8 chefs-lieux de Régions	199 000 000 000 XAF	125 000 000 000 XAF	2 462 842 837 XAF	47 983 294 642 XAF			
	PU - URBAIN Construction 100 Logements Sociaux dans 8 Chefs-Lieux de Régions			145 376 630 XAF	31 954 202 192 XAF			
TOTAL BAC				3 501 515 100 XAF	99 980 518 845 XAF	25 019 181 155 XAF	52,62%	79,98%
ECOBANK	PU-ENERGETIQUE adduction d'eau dans 30 villes secondaires et construction forages de 100 puits par Région			224 967 996 XAF	7 329 683 368 XAF			
	PU-ENERGETIQUE Projet Réalisation 3000 Forages dans Régions Adamaoua, Extrême-Nord et Nord				1 836 592 828 XAF			
	PU SECURITAIRE projet de construction poste de police		35 000 000 000 XAF		11 142 471 900 XAF			
	PU SECURITAIRE projet de construction poste de gendarmerie			87 861 570 XAF	7 692 664 759 XAF			
	TOTAL ECOBANK	35 000 000 000 XAF	35 000 000 000 XAF	312 829 566 XAF	28 001 412 895 XAF	6 998 087 145 XAF	80,00%	80,00%
BGFI	PU - URBAIN réhabilitation de certains tronçons de voiries à Dja et Yé	100 000 000 000 XAF	39 413 045 742 XAF	- XAF	39 413 045 742 XAF			
TOTAL BGFI				XAF	39 413 045 742 XAF	0 XAF	39,41%	100,00%
ECOBANK 2	PU - URBAIN réhabilitation de certains tronçons de voiries à Dja et Yé	25 000 000 000 XAF	25 000 000 000 XAF		24 986 098 874 XAF			
TOTAL ECOBANK 2				XAF	24 986 098 874 XAF	13 901 126 XAF	99,94%	99,94%
TOTAL POOLS BANCAIRES		354 000 000 000 XAF	224 413 045 742 XAF	3 414 345 067,26 XAF	179 381 306 516 XAF	32 018 609 426 XAF	54,91%	85,73%

BANQUE	BAC	ECOBANK	BGFI	ECOBANK 2
MONTANT ENGAGÉ		35 000 000 000 XAF	100 000 000 000 XAF	25 000 000 000 XAF
MONTANT DECAISSE		125 000 000 000 XAF	35 000 000 000 XAF	25 000 000 000 XAF
MONTANT UTILISÉ		99 980 518 845 XAF	28 001 412 895 XAF	39 413 045 742 XAF
TAUX DE CONSOMMATION SUR LE MONTANT DECAISSE		79,98%	80,00%	100,00%
TAUX DE CONSOMMATION SUR LE MONTANT ENGAGÉ		52,62%	80,00%	39,41%
TAUX DE CONSOMMATION VISE		100%	100%	100%

NB: ECOBANK: CLEFS DE REPARTION DU FINANCEMENT DU PLANUT ENERGETIQUE ET SECURITAIRE

* ADDUCTION EN EAU POTABLE (FORAGES ET PUIITS)DANS 30 VILLES AINSI QUE DANS L'EXT-NORD, et l'ADAMAOUA	13 500 000 000
* CONSTRUCTION POSTE DE POLICE	12 500 000 000
* CONSTRUCTION POSTE DE GENDARMERIE	9 000 000 000
TOTAL	35 000 000 000



Annexe 4 : Prise en compte du **PLANUT** dans la Balance des Comptes du Trésor

BALANCE DES COMPTES

Plage de comptes de : 0 à :9999999999999999999

Exercice : 2020

Période début N° : 001 Du 01/01/2020 Au 10/01/2020

Mois de

Période Fin N° : 036 Du 21/12/2020 Au 31/12/2020

Tous les Jours

Imputation comptable		Balance d'Entrée		Mouvements de la période		Mouvements cumulés		Solde à nouveau	
Compte	Libellé	BE Débit	BE Crédit	Mouvement Débit	Mouvement Crédit	Cumul Débit	Cumul Crédit	Solde Débit	Solde Crédit
1411	Obligations du Trésor assimilables	0	237 362 988 909	0	355 065 499 219	0	355 065 499 219	0	592 428 488 128
1412	Autres obligations	0	460 347 548 118	0	0	0	0	0	460 347 548 118
	TOTAUX 141	0	697 710 537 027	0	355 065 499 219	0	355 065 499 219	0	1 052 776 036 246
	TOTAUX 14	0	697 710 537 027	0	355 065 499 219	0	355 065 499 219	0	1 052 776 036 246
1501	Fonds monétaire international	0	306 545 641 101	0	267 646 649 788	0	267 646 649 788	0	574 192 290 889
1502	empr. d'ajustement structurel à l	0	873 205 491 000	42 960 500 000	0	42 960 500 000	0	0	830 244 991 000
1503	empr. sect. multilat. à lmt	0	977 473 612 843	0	202 228 300 000	0	202 228 300 000	0	1 179 701 912 843
1504	AUTRES EMPRUNTS	0	328 467 186 981	0	110 186 999 919	0	110 186 999 919	0	438 654 186 900
	TOTAUX 150	0	2 485 691 931 925	42 960 500 000	580 061 949 687	42 960 500 000	580 061 949 687	0	3 022 793 381 612
1511	emprunts d'ajustement structurel	0	1 993 445 516 646	63 427 560 000	0	63 427 560 000	0	0	1 930 017 956 646
1512	emprunts sectoriels bilatéraux cl	0	521 664 501 721	0	208 027 660 000	0	208 027 660 000	0	729 692 161 721
1516	Emp. secto. bilatéraux autres or	0	260 635 010 000	81 802 600 000	88 370 180 000	81 802 600 000	88 370 180 000	0	267 202 590 000
1517	AUTRES EMPRUNTS ISSUS D	0	314 531 381 500	0	0	0	0	0	314 531 381 500
	TOTAUX 151	0	3 090 276 409 867	145 230 160 000	296 397 840 000	145 230 160 000	296 397 840 000	0	3 241 444 089 867
	TOTAUX 15	0	5 575 968 341 792	188 190 660 000	876 459 789 687	188 190 660 000	876 459 789 687	0	6 264 237 471 479
1601	empr. à lmt auprès des instit. fin.	0	154 219 898 800	0	0	0	0	0	154 219 898 800
1602	empr. à lmt auprès des entrep. p	0	38 447 105 600	0	0	0	0	0	38 447 105 600
1603	créances de plus de 2 ans auprès	0	158 985 992 571	67 700 000 000	0	67 700 000 000	0	0	91 285 992 571

03/03/2021

16:45:22

Patriot 2014

SERVICE DE LA CONSOLIDATION

Nombre de lignes : 18

1 / 15

BALANCE DES COMPTES

Plage de comptes de : 0 à :9999999999999999999

Exercice : 2020

Période Début N° : 001 Du 01/01/2020 Au 10/01/2020

Mois de

Période Fin N° : 036 Du 21/12/2020 Au 31/12/2020

Tous les Jours

Imputation comptable		Balance d'Entrée		Mouvements de la période		Mouvements cumulés		Solde à nouveau	
Compte	Libellé	BE Débit	BE Crédit	Mouvement Débit	Mouvement Crédit	Cumul Débit	Cumul Crédit	Solde Débit	Solde Crédit
1411	Obligations du Trésor assimilables	0	237 362 988 909	0	355 065 499 219	0	355 065 499 219	0	592 428 488 128
1412	Autres obligations	0	460 347 548 118	0	0	0	0	0	460 347 548 118
	TOTAUX 141	0	697 710 537 027	0	355 065 499 219	0	355 065 499 219	0	1 052 776 036 246
	TOTAUX 14	0	697 710 537 027	0	355 065 499 219	0	355 065 499 219	0	1 052 776 036 246
1501	Fonds Monétaire International	0	306 545 641 101	0	267 646 649 788	0	267 646 649 788	0	574 192 290 889
1502	Emp. ajust. struct. multilatéraux lmt	0	873 205 491 000	42 960 500 000	0	42 960 500 000	0	0	830 244 991 000
1503	Emp. sect. multilatéraux lmt	0	977 473 612 843	0	202 228 300 000	0	202 228 300 000	0	1 179 701 912 843
1504	Autres emprunts auprès des institutions	0	328 467 186 981	0	110 186 999 919	0	110 186 999 919	0	438 654 186 900
	TOTAUX 150	0	2 485 691 931 925	42 960 500 000	580 061 949 687	42 960 500 000	580 061 949 687	0	3 022 793 381 612
1511	Emp. ajust. struct. bilatéraux	0	1 993 445 516 646	63 427 560 000	0	63 427 560 000	0	0	1 930 017 956 646
1512	Emp. secto. bilatéraux club paris	0	521 664 501 721	0	208 027 660 000	0	208 027 660 000	0	729 692 161 721
1516	Emp. secto. bilatéraux autres organisme	0	260 635 010 000	81 802 600 000	88 370 180 000	81 802 600 000	88 370 180 000	0	267 202 590 000
1517	Autres emprunts issus de la coopération	0	314 531 381 500	0	0	0	0	0	314 531 381 500
	TOTAUX 151	0	3 090 276 409 867	145 230 160 000	296 397 840 000	145 230 160 000	296 397 840 000	0	3 241 444 089 867
	TOTAUX 15	0	5 575 968 341 792	188 190 660 000	876 459 789 687	188 190 660 000	876 459 789 687	0	6 264 237 471 479
1601	Emp LMTinst fin système banc intérieur	0	154 219 898 800	0	0	0	0	0	154 219 898 800
1602	Emp LMT entrep. pub intérieures	0	38 447 105 600	0	0	0	0	0	38 447 105 600
1603	Créances à plus de deux ans auprès des e	0	158 985 992 571	131 802 960 208	0	131 802 960 208	0	0	27 183 032 363
1604	Emp LMTémiss marché intérieur	0	295 401 000 001	41 250 000 000	0	41 250 000 000	0	0	254 151 000 001
1606	Prêts consolidés LMT/ BEAC	0	576 898 000 000	0	0	0	0	0	576 898 000 000

Patriot 2014

03/03/2021

16:43:32

Balance du mois de

1 / 56